

MONDE

SARKO l'Africain. Courte tournée africaine pour le chef de l'Etat. Escale tout d'abord à Kinshasa, la capitale congolaise. Rencontre avec le Président de la RDC et discours devant le Parlement. Nicolas SARKOZY devrait saluer les « *risques* » pris par le président Joseph KABILA pour trouver une issue aux hostilités avec le Rwanda et mettre fin aux violences dans la province orientale du Kivu, tout en l'encourageant à ne pas s'arrêter là. La visite a également un caractère économique. France Télécom, Lafarge, Alstom et Vinci ont une séance de travail avec le gouvernement de la RDC.

Escale de Brazzaville. « Visite d'amitié ». Le président français prononcera devant le Parlement congolais un discours sur la politique de la France en Afrique, un sujet sur lequel il s'était déjà exprimé début 2008, en Afrique du Sud, en prônant une « *refondation* » des relations entre Paris et le continent.

Le Niger. Une visite ce vendredi, qui fait suite à la signature d'un accord avec Areva pour l'exploitation du gisement d'uranium d'Imouraren, dans le nord du pays. Un contrat qui fera du Niger le deuxième producteur mondial d'uranium. Paris souhaite que ce contrat « *bénéficie le plus clairement possible aux finances publiques du Niger et aux Nigériens* ».

Tête à tête SARKOZY-OBAMA. Les Présidents français et américains se sont entretenus au téléphone, à quelques jours du sommet du G20 de Londres. Sur le plan économique, ils ont évoqué « *les réponses que la communauté internationale devait apporter à la crise économique et financière* ». Ils « *sont convenus que le sommet du G20 devait avoir des objectifs ambitieux et aboutir à des décisions concrètes, pour définir une nouvelle régulation financière internationale, renforcer la gouvernance économique et soutenir la demande mondiale* ». Les deux Présidents ont également évoqué leur rencontre à Strasbourg, dans un cadre bilatéral puis dans le cadre du sommet du 60^{ème} anniversaire de l'OTAN. Selon l'Élysée, il s'agira d'un tête à tête. A noter que le Président américain sera bien le 6 juin en Normandie.

La France va aider 4 fois plus l'Afghanistan. Annonce du représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan, Pierre LELLOUCHE : « *on va passer de 10 à 40 millions d'euros effectifs dès cette année, avec l'idée d'atteindre la moyenne européenne (100 millions d'euros) l'année prochaine. On avait un retard considérable* ». La majeure partie de cette aide devrait parvenir aux secteurs où les troupes françaises, quelque 3.000 soldats, sont implantées.

Paris – Bagdad. L'Irak va acheter 24 hélicoptères militaires EC 635 d'Eurocopter, premier contrat d'armement entre les deux pays depuis 1990.

Accord de coalition en Israël entre le Likoud de Benyamin NETANYAHOU et le parti travailliste d'Ehoud BARAK, situé à droite. Aux termes de l'accord droite-gauche, la coalition s'engage à poursuivre les négociations de paix avec les Palestiniens et à respecter les accords signés avec eux dans le passé. Il prévoit aussi qu'Israël continuera d'œuvrer contre les constructions illégales et la colonisation sauvage en Cisjordanie. Selon Ehoud BARAK, il y va de « *l'intérêt supérieur de l'État* » en raison des problèmes économiques et de sécurité auxquels Israël est confronté, et il assure vouloir aussi « *faire contrepoids à l'extrême droite* ». Le gouvernement devrait être connu en début de semaine prochaine.

Dialogue de réconciliation inter-palestinien. L'objectif est la mise en place d'un gouvernement d'union. Il doit reprendre le 1^{er} avril au Caire, et portera sur le « *programme politique* » du futur gouvernement palestinien, l'amendement du système électoral palestinien et l'entrée des Islamistes du Hamas du Jihad islamique au sein de l'OLP, dominée par le Fatah.

Relations diplomatiques Liban - Syrie. La nomination du premier ambassadeur syrien au Liban a été approuvée par le Président libanais, Michel SLEIMANE, 5 mois après l'établissement des relations diplomatiques entre les 2 pays. Il s'agit d'Ali Abdel KARIM. L'ambassadeur du Liban à Damas, Michel el-KHOURY, a été nommé au début de l'année.

Omar el-Béchir en Ethiopie. C'est son troisième voyage à l'étranger depuis l'émission du mandat d'arrêt de la CPI le 4 mars pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour. Il s'était rendu auparavant en Erythrée puis en Egypte, où il s'était entretenu avec le Président égyptien Hosni MOUBARAK. L'Egypte n'est pas signataire du traité de Rome instituant la CPI (Les Etats-Unis non plus). Les 22 membres de la Ligue arabe, comme les 53 Etats de l'Union africaine (UA), se sont prononcés contre le mandat d'arrêt et ont entamé des procédures auprès du Conseil de sécurité.

EUROPE

Présidence tchèque de l'UE : le gouvernement renversé. Les députés ont voté par 101 sur 200 voix la motion de censure. Le gouvernement de centre-droit, qui a survécu à 4 votes de défiance depuis sa formation en janvier 2007, va être obligé de démissionner, mais la constitution tchèque ne fixe aucun délai. Le Premier ministre a admis que la censure votée allait affaiblir sa position au sein de l'Union. Affaires et querelles internes, mais aussi gestion de la crise économique ont provoqué la chute du gouvernement.

LE PEN récidive sur les chambres à gaz. Le dirigeant du FN s'est exposé à de nouvelles poursuites et à une sanction du Parlement européen, où il siège, après avoir de nouveau parlé de « *détail de l'histoire* ». S'il était réélu en juin 2009, Jean-Marie LE PEN deviendrait le doyen d'âge de l'assemblée européenne. Les députés européens réclament déjà, en sanction des propos du dirigeant extrémiste, que la présidence de la session d'ouverture lui soit interdite.

Liberté de virement en 2012. Les Européens pourront effectuer sans commission bancaire des virements automatiques dans leur pays et d'un pays de l'UE à un autre, pour payer les loyers ou les factures. C'est un élément important de la mise en place de l'espace unique de paiements en euros (SEPA), qui a commencé l'an dernier.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

France - Chine. Ou comment recoller les morceaux. Incertitude complète sur une rencontre entre Nicolas SARKOZY et le Président chinois HU Jintao en marge du G20 à Londres. Le Président français n'est pas sur la liste des rencontres prévues pour HU Jintao mais une telle rencontre n'est pas totalement exclue dit-on dans les milieux diplomatiques. La Chine boude la France depuis une rencontre entre M. Sarkozy et le Dalaï lama. Elle avait annulé le sommet UE-Chine, alors que M. SARKOZY était président en exercice de l'Union européenne à l'époque.

Délégations à la chaîne à Pékin. Début avril, Jean-Pierre RAFFARIN, conduira une délégation économique avec les représentants de dix poids lourds des affaires pour un séminaire économique bilatéral. Puis, toujours en avril, Bernard ACCOYER sera le premier président de l'Assemblée nationale française depuis 1982 à effectuer une visite en Chine. Enfin deux anciens chefs de l'Etat, Jacques CHIRAC et Valéry GISCARD d'ESTAING, devraient aussi se succéder à Pékin en avril.

Corées : ça se corse. Pyongyang se prépare à un tir de missile. La Corée du Nord a bien placé un missile Taepodong 2 sur une rampe de lancement, a confirmé un responsable américain. Séoul parle de « *provocation et défi sérieux* ».

Report sine die de la conférence de prix Nobel de la paix en Afrique du Sud, en raison du refus des autorités de Pretoria d'accorder un visa au Dalaï-lama. Tous les prix Nobel invités - Desmond TUTU, Martti AHTISAARI et Frederik de KLERK-, ainsi que le comité norvégien ont menacé de boycotter la réunion en cas d'absence du Dalaï-lama, mais le gouvernement a maintenu sa décision. Le refus de visa est dû aux pressions de la Chine, un important partenaire commercial de l'Afrique du Sud. Pékin a réaffirmé qu'il continuerait de s'opposer aux voyages du dalaï-lama à travers le monde ainsi « *qu'à toute forme de tribune qui serait donnée à ses menées séparatistes* ».

Touche pas à mon pétrole ? Différent entre Paris et Ottawa. Selon le ministre canadien des Affaires étrangères, Lawrence CANNON, la France a renouvelé une revendication portant sur la plate-forme étendue autour de Saint-Pierre et Miquelon, en dépit d'un accord bilatéral de 1992. Le Canada ne reconnaît pas la revendication de la France. L'ambassade de France à Ottawa souligne que l'accord de 1992 ne porte que sur les zones économiques exclusives et non sur la plate-forme continentale. Un porte-parole de l'ambassade a souligné que la France avait jusqu'en mai 2009 pour soumettre une revendication officielle sur la plate-forme, et qu'elle avait décidé d'agir en raison de la proximité de l'échéance.

L'Amérique du Sud en récession plus vite que prévu. Le directeur du Fonds monétaire international pour l'Amérique latine, Nicolas EYZAGUIRRE, a déclaré que sa région entrera en récession en 2009. En janvier, le FMI estimait encore que l'Amérique du Sud allait connaître une croissance de 1,1% en 2009 et de 3% en 2010. Toutefois, elle s'en tirera relativement mieux que d'autres régions du monde, comme les Etats-Unis, l'Europe et le Japon.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Un peu de pédagogie. Le Président de la République est longuement intervenu, depuis Saint-Quentin, pour expliquer et défendre sa politique économique. Insistant sur sa volonté d'agir, Nicolas SARKOZY a voulu « *poser des repères, rappeler des valeurs* ». « *La crise nous renvoie à la valeur travail, elle signe l'échec d'une économie de spéculation et de rente ; la crise nous renvoie à la morale, elle signe l'échec d'un capitalisme immoral* ». Insistant sur le fait que « *rien dans les circonstances actuelles ne serait pire que le renoncement* », le chef de l'Etat a rappelé les mesures déjà prises. Retrouvant les accents de sa campagne, il a déclaré « *si j'ai le devoir d'entendre ceux qui manifestent, j'ai également la responsabilité de ceux qui ne défilent pas mais qui souffrent* ». Le Président SARKOZY a redit que plus de 3,5 milliards d'euros de ressources nouvelles soutiendront « *le revenu de ceux qui en ont le plus besoin portant l'effort total de l'Etat à près de 30 milliards d'euros* ». Le chef de l'Etat a en outre annoncé la nomination de commissaires à la réindustrialisation dans chaque bassin d'emploi en difficulté, afin que la France « *reste une Nation industrielle* ».

Le parachute ne s'ouvre plus. Au moment où les polémiques sur les parachutes dorés et autres indemnités de départ alimentent les polémiques, Nicolas SARKOZY a déclaré : « *percevoir une grosse rémunération en cas d'échec, ce n'est pas responsable, ce n'est pas honnête, distribuer des bonus dans une entreprise qui met en œuvre un plan social ou qui reçoit des aides de l'Etat, ce n'est pas responsable* ». La question d'une réglementation de ces indemnités, posée depuis plusieurs jours, avait d'abord été écartée, en faveur d'une autorégulation par les entreprises. Renvoyée à l'automne en cas d'échec des négociations des partenaires sociaux, la question est devenue une priorité du gouvernement. Plus de parachutes dorés, bonus, distribution d'actions gratuites ou de stock-options dans une entreprise qui reçoit une aide de l'Etat pour surmonter la crise. Pour « *aller vite* » la décision serait prise par la voie réglementaire. Un décret introduirait dans les conventions signées par l'Etat avec les entreprises aidées, des éléments relatifs aux rémunérations de leurs dirigeants et mandataires sociaux. S'il faut une base législative, ce sera par amendement sur le projet de loi de finances rectificative. Pour les entreprises non aidées par l'Etat, le gouvernement déposera à l'automne prochain un projet de loi sur le partage de la valeur et des profits dans l'entreprise.

DASSAULT inéligible ? Le Conseil constitutionnel, saisi d'une demande relative à la compatibilité du mandat parlementaire de l'industriel français, a confirmé que Serge DASSAULT, doyen du Sénat, n'était pas, à l'heure de la requête, sous le coup d'une incompatibilité prévue par le code électoral. Mais le Conseil d'Etat pourrait régler la question autrement. Saisi d'un recours sur les élections municipales à Corbeil-Essonnes, la haute juridiction administrative a mis sa décision en délibéré. Le rapporteur public a recommandé l'annulation des élections. Selon lui, le maire sortant aurait bien monnayé des voix, ouvrant la porte à une éventuelle inéligibilité. La même sanction a été recommandée pour le candidat communiste battu, qui aurait omis certaines dépenses dans ses comptes de campagne.

Régionales : les têtes de liste UMP. La primaire la plus médiatisée était celle qui opposait en Ile-de-France Valérie PECRESSE, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à Roger KAROUTCHI, Secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement. Mme PECRESSE l'a très largement emporté, même dans la circonscription de l'ancien sénateur, avec 58,87% des suffrages exprimés. La participation était également forte, atteignant 48% des inscrits (moyenne pour toutes les primaires : 41,6%). 6 ministres conduiront des listes aux élections régionales de 2010.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Réforme du travail législatif. Les députés socialistes ont quitté les débats et retiré tous leurs amendements pour protester contre le refus de la majorité d'accepter leurs propositions, le Secrétaire d'Etat Roger KAROUTCHI et le Président de la Commission des Lois Jean-Luc WASERMANN ayant plaidé pour une adoption conforme du texte issu du Sénat. Rappelons que la principale pomme de discorde entre les groupes politiques est l'adoption du « *temps global* », qui encadre et limite leur temps de parole, disposition que le Sénat a choisi de ne pas reprendre dans son Règlement intérieur.

Sénat

Reconnaissance des PACS établis hors de France. Unanimité pour la reconnaissance des PACS enregistrés à l'étranger, qui était proposée par l'opposition dans le cadre d'une proposition de loi UMP « *de simplification et de clarification de droit* ». Les deux 2 amendements identiques ont été adoptés avec l'avis favorable du gouvernement et de la commission des lois de majorité UMP. Les sénateurs ont toutefois refusé d'étendre aux PACS le délai de 4 jours de congé accordé en cas de mariage.

L'OTAN en débat. A lire les interventions : www.senat.fr/cra/s20090325/s20090325_2.html#par_19

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Jeux de hasard et paris en ligne. Objectif : ouverture à la concurrence, de manière maîtrisée, du secteur du jeu sur Internet. A compter du 1^{er} janvier 2010, les opérateurs de jeux proposant, sur Internet, une offre de paris sportifs, de paris hippiques ou encore de poker, pourront obtenir un agrément d'une durée de 5 ans renouvelable, sous réserve de respecter un cahier des charges dont le projet de loi détermine les principes. / Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde sur le transfèrement des personnes condamnées.

Ordonnance. Création de l'Agence de services et de paiement et de l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer.

Décret. Création de l'Institut polytechnique de Bordeaux. Décret modifiant le décret du 19 décembre 1989 portant création d'un Haut Conseil à l'intégration. Le texte tire les conséquences de la création du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire. Il autorise le versement d'une indemnité au président de ce conseil.

Communications. La carte enfant-famille. / Point d'étape de l'opération Campus. / La réforme de l'École nationale d'administration. / La politique en faveur de la consommation durable.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Nouvelle forte hausse du chômage en février. 79.900 personnes (+3,5%) après une hausse record de 100.400 en janvier. Il s'inscrit en progression de 19,0% sur un an et enregistre son dixième mois consécutif de hausse. 2.384.000 personnes sont inscrites au chômage. « *Cette hausse du chômage reflète la crise économique et financière mondiale qui pèsera sur l'emploi pendant toute l'année 2009* », prévient la ministre de l'Economie Christine LAGARDE.

Les banques responsables de la crise... 58% des Français pensent que les banques sont les principales responsables de la crise, suivies par les dirigeants politiques 41%. Sondage TNS-Sofres/Logica publié dans Le Parisien/Aujourd'hui en France. Les fonds d'investissement et les actionnaires arrivent en troisième et quatrième positions des catégories responsables de la crise devant les grandes entreprises, les experts et économistes et les assureurs. 64% des Français avancent qu'avec la crise, la population va « *finir par se révolter pour manifester violemment son mécontentement* ».

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Réforme et modernisation du Ministère des Affaires étrangères. Bernard KOUCHNER a présenté l'action engagée pour réformer le Quai. Il s'agit d'une « *évolution majeure* » pour que « *la France soit plus forte, plus efficace, plus audacieuse* ». L'objectif de la réforme est également de « *lutter contre la dispersion des moyens* ».

- **évolution de la représentation diplomatique.** Le Ministre souhaite mettre de « *nouveaux visages* » sur la diplomatie française, avec un rajeunissement des ambassadeurs, une « *égalité des chances* » pour l'accès des femmes et des minorités, et l'ouverture du ministère à « *des compétences extérieures* ». Depuis sa nomination, le ministre a nommé 17 femmes ambassadeurs, soit « *25% des nominations intervenues* ». Le Quai relève que la part des femmes ambassadeurs n'est que de 15%. B. KOUCHNER annonce qu'il y aura « *des surprises dans les futures nominations d'ambassadeurs*. »

- **une meilleure organisation.** Développement d'une logique des métiers (politique, mondialisation et management). Dans les ambassades, toutes conservées, des missions prioritaires seront assignées aux ambassadeurs. Mais, le Ministre prévient : « *Nous supprimons quelques consulats pour en créer ailleurs* ».

- **culture** : mesure phare du projet, la création d'une agence, l'« Institut français », en charge de toute la « diplomatie d'influence ». Elle remplacera l'actuel opérateur d'événements Culture France, et regroupera le service culturel, le centre culturel, le centre pour les études en France, et travaillera en accord avec les Alliances françaises, les instituts de recherche, les missions économiques... Dirigé par le conseiller culturel, l'Institut français sera placé sous l'autorité de l'ambassadeur. Cet établissement pourra recevoir des cofinancements et générer des ressources propres. L'action sera en outre soutenue par une plateforme numérique : LatitudeFrance.org, destinée au grand public et aux professionnels de la coopération...

SANTÉ – SOCIÉTÉ

10 millions d'euros pour 210 essais. C'est le montant d'une première enveloppe débloquée par l'Etat, destinée à indemniser les victimes des essais nucléaires réalisés par la France au Sahara et en Polynésie entre 1960 et 1996.

Une voiture pour 1.500 Euros (2.000 dollars). Le groupe indien Tata a lancé à Bombay la Nano, un véhicule pour les classes moyennes émergentes. Elle pourrait débarquer en Europe en 2010-2011 au prix de 5.000 euros.

Des touristes en Irak. Un groupe de touristes occidentaux effectue actuellement un voyage dans tout l'Irak. Composé de huit personnes, le groupe doit visiter notamment les lieux saints du chiisme et les vestiges de Babylone. « Cette visite est un signe positif pour le renouveau de l'activité touristique en Irak », a annoncé le ministère du tourisme irakien.

60 ans, mais pas de retraite anticipée pour Paris Match. Né en 49, un savant mélange de politique people et glamour ont fait le succès du magazine français. « Le poids des mots le choc des photos » a été pendant longtemps (mais terminée depuis) la ligne de conduite de Paris Match qui affirme qu'en soixante ans les peines, les joies et les rêves des Français sont restés les mêmes...

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

SARKOZY choisit JOHNNY. Le Président de la République a tranché. Johnny HALLYDAY qui sera la vedette de la Fête nationale au Champ de Mars. Le grand spectacle gratuit pour le million de personnes attendues sera financé à hauteur de 1 million d'euros sur le budget du ministère de la Culture et de la Communication, au titre des « fournitures pour les fêtes nationales ». On ne connaît pas le cachet de Johnny. Il y a deux ans Michel POLNAREFF avait encaissé 315 000 euros.

Discovery quitte l'ISS. La navette spatiale s'est désarrimée de l'ISS, au terme d'une mission de huit jours. Atterrissage prévu samedi. Trois astronautes sont restés à bord : Mike Fincke et Iouri Lontchakov doivent revenir sur Terre le 7/4.

CARNET

Nominations

Jean-Pierre BAYLE, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre à la Cour des comptes. Ancien sénateur des Français de l'Étranger, Jean-Pierre BAYLE grand défenseur de l'enseignement français à l'étranger, est Président de la « Mission Laïque », deuxième réseau scolaire français à travers le monde à côté de l'AEFE. *(Avec nos très sincères félicitations).*

Marc FONBAUSTIER, conseiller à l'ambassade de France à New Delhi, est nommé consul général de France à Hong Kong.

Olivier CAZENAVE est nommé conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes.

Xavier PATIER, premier conseiller de chambre régionale des comptes, directeur des Journaux officiels, est nommé directeur de la Documentation française, par intérim.

Jean-Cyril SPINETTA, président du conseil d'administration d'Air France KLM, présidera un comité chargé de veiller à la bonne régularité de la procédure de sortie des élèves de l'ENA.

Odile BRIDOUX dirigera le bureau Nord-Pas-de-Calais de la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), qui doit s'implanter à Lille.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur** : le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité** : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax** : +33 1 42 34 42 08. **Mail** : r.delpicchia@senat.fr